Le parti de Macron en passe de devenir... le moins démocratique de France !

écrit par Christine Tasin | 11 juillet 2017

Macron a le courage de faire tout haut ce que l'on fait en catimini au PS et à l'UMP où les élections sont biaisées, bidouillées... Et où l'on a enlevé aux adhérents le soin d'élire leur candidat avec l'invention des primaires.

Pas de démocratie dans un parti ? Oui, et alors ? La démocratie doit exister dans un pays, mais dans les associations et partis politiques tout est possible et si Macron veut éviter de voir En Marche récupéré par un putsch il a intérêt à éviter la démocratie directe.

Néanmoins il a pris un gros risque en mettant les élus en Marche en position dirigeante, il ne les connaît pas, il y a nombre de gourdasses et autres ahuris ambitieux qui ne sont pas fiables, forcément...

On n'a pas fini de s'amuser...

S'ils assurent que le parti d'Emmanuel Macron « appartient à ses adhérents », les futurs statuts ne prévoient aucune élection interne. Toutes les décisions seront prises par une majorité d'élus.

Pas si facile de construire un parti différent. Ce samedi 8 juillet au Paris Event Center (XIXème arrondissement), la question de la structuration du mouvement fondé par Emmanuel Macron aura occupé la majeure partie des interventions, lors de la première convention de La République en marche (LREM). « Modernité », « ouverture » et « renouvellement », ont répété la plupart des orateurs. A la lecture des grandes lignes des [futurs statuts](#) du parti, présentés en marge de la convention, il semble indéniable que le parti macroniste s'oriente vers un modèle inédit. Modèle qui ne brillera pas par ses dispositifs de votation interne. A force de vouloir se démarquer des autres formations politiques, LREM est au contraire en passe de devenir le parti... le moins démocratique de l'Hexagone.

LIRE AUSSI [Macron ou le Christ Emmanuel](#)

Si les adhérents vont voter pour avaliser ces statuts d'ici au 30 juillet, ils n'auront ensuite plus aucune prise sur les décisions au sein du mouvement. Bien sûr, ces 373.000 militants auront un rôle, mais il sera tout sauf central. Ils pourront par exemple saisir le bureau exécutif de « *toute information utile à l'organisation et à la vie du mouvement* », mais pas imposer une position. Un certain nombre d'adhérents intégreront quant à eux le Conseil, présenté dans les statuts comme le « *Parlement de la République en Marche* », après avoir été tirés au sort, mais ces militants ne constitueront que 20% des membres de l'organe. Pour le reste, si les statuts précisent que « *La République en marche appartient à ses adhérents* », les procédures internes ne leur donneront pas souvent l'occasion de s'exprimer.

Les élus auront la main sur toutes les décisions

Pour le reste, les parlementaires auront la main. Avec les élus locaux du parti et les référents territoriaux, au nombre de 110, ils formeront 80% du Conseil. Autant dire que les 308 députés et 25 sénateurs macronistes disposeront probablement de la majorité absolue au sein de l'instance et pourront ainsi imposer, s'ils le souhaitent, leur point de vue. Cela tombe bien puisque le Conseil contrôlera l'ensemble des instances importantes du parti, dans une organisation en forme de poupées russes, où chaque collège s'emboîte dans un autre. Le ou les dirigeants ? Nommés par le Conseil. La commission d'investiture, chargée de sélectionner les candidats aux élections ? Désignée par le Bureau exécutif, lui-même... nommé par le Conseil.

Quant aux référents territoriaux du mouvement d'Emmanuel Macron, ils ne seront pas non plus élus mais nommés par la direction de LREM. Contacté, l'entourage de Catherine Barbaroux, la présidente par intérim d'En Marche, assume une volonté de privilégier l'efficacité du mouvement sur des élections internes qui pourraient susciter des ambitions mal placées : « *En observant le fonctionnement des autres partis, nous nous sommes aperçus que plus vous créez des postes, plus vous risquez de créer des ambitions pas forcément tournées vers l'intérêt du mouvement. Nous voulons éviter ça* ». Arnaud Leroy, ex-député pressenti pour intégrer la direction collégiale, se veut plus direct : « *On ne veut pas de baronnies locales et de rivalités où le succès de l'un dépend de l'échec de l'autre, comme ça a pu être le cas au PS* » .

LIRE AUSSI [Chez les pro-Macron, rencontre du 3e type entre les anciens et les bizuths](#)

« Plus de poids qu'en élisant un premier secrétaire »

Ce type de fonctionnement est en tout cas une curiosité en France, où la plupart des partis restent organisés autour du principe de la démocratie interne. Au Parti socialiste, chez les Républicains ou au Front national, la légitimité du leader du parti procède ainsi de son élection par les militants. Ces dernières années, l'organisation de primaires au PS, à LR ou chez EELV a accentué le phénomène. Au PS, on vote même pour chaque désignation interne : tous les candidats aux législatives ont été adoubés par les militants de leur circonscription. Chose inenvisageable dans le parti macroniste, objectif de parité oblige. « *Si on faisait élire les candidats, beaucoup plus d'hommes se présenteraient* », constate un cadre du mouvement.

LREM apparaît imperméable à cette culture de l'élection : la seule tête à (nettement) dépasser restera celle du président de la République, Emmanuel Macron. A la direction de LREM, on veut pourtant croire que cette absence de démocratie interne n'empêchera pas les débats : « *Avec leur pouvoir de faire remonter des sujets, les adhérents auront au final beaucoup plus de poids qu'ils n'en auraient eu en élisant un premier secrétaire tous les deux ans* » .

Finalement, le parti dont le fonctionnement se rapproche le plus de celui de La République en marche pourrait bien être... la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. On retrouve dans les deux organisations la même absence d'élections internes et la même [centralisation](#) des investitures de candidats. Chez les supporters de Jean-Luc Mélenchon, cette type de procédure se veut toutefois transitoire puisque la France insoumise n'est actuellement pas structurée en forme de parti. Au Parti de gauche, la formation précédemment créée par le député de Marseille, les adhérents peuvent voter pour chaque nomination interne, mais aussi... révoquer les dirigeants. Pas vraiment la philosophie En Marche.

<https://www.marianne.net/politique/le-parti-de-macron-en-passe-de-devenir-le-moins-d-emo-cratique-de-france>